Document generated on 05/12/2025 11:56 a.m.

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Un journal antimilitariste et libertaire à la Guadeloupe : *L'Etincelle*, 1911-1914

Jacques Dumont

Number 173, January–April 2016

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1036586ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1036586ar

See table of contents

Publisher(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)
2276-1993 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Dumont, J. (2016). Un journal antimilitariste et libertaire à la Guadeloupe : *L'Etincelle*, 1911-1914. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (173), 83–104. https://doi.org/10.7202/1036586ar

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2016

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Un journal antimilitariste et libertaire à la Guadeloupe : *L'Etincelle*, 1911-1914

Jacques DUMONT[1]

Le premier numéro du journal *L'Etincelle* - avec lequel son homonyme suivant, l'organe du parti communiste en Guadeloupe ne semble avoir aucun lien, paraît en 1911, le 1er avril. La rédaction précise d'ailleurs qu'il ne s'agit nullement d'une plaisanterie mais revendique une liberté de ton, voire une insolence qui veut trancher avec l'ordre établi, y compris celui de ses confrères de la presse. Le journal n'est pas conservé aux Archives départementales[2] et la collection de la Bibliothèque Nationale de France, avec quelques numéros manquants[3], s'arrête au 134 du 23 avril 1914. Le journal aura donc duré au moins quatre ans, sur une période particulièrement cruciale puisqu'elle répond à cette période d'avant-guerre avec la mise en place du service militaire aux Antilles, revendication ancienne portée par les notables de couleur au titre d'un pleine exercice de la citoyenneté[4]. D'abord sous-titré « Organe de la jeunesse paraissant à Basse-Terre les 1 et 15 de chaque mois », ses 4 pages coûtent alors 10 centimes et l'abonnement 3 francs par an. Il passe à 7 francs avec le « surcroît de travail » généré par la parution hebdomadaire, à partir du n° 7 du 1er juillet où son bandeau porte désormais « organe de la jeunesse paraissant le jeudi ». Le journal « accepte les souscripteurs à un franc par mois » dès son numéro 10. Les problèmes de finances sont amplifiés par le positionnement du journal préférant « 2 sous, 10 sous de n'importe quel ouvrier » aux solutions classiques de publicité, même si le journal insère puis consacre sa quatrième page à des annonces. Les bureaux, d'abord situés

---

1. Professeur d'histoire à l'Université des Antilles
2. L'existence de ce journal avait été signalée par des critiques violentes apparaissant contre lui dans la presse guadeloupéenne. Un grand merci à Marie Amélie Lauzanne pour avoir repéré cette source à la BNF.
3. Absence de conservation notamment des n° 7,8, 9, plusieurs dans les numéros 80, 90 avec sans doute une brève interruption de publication, le n° 108…
4. Je me permets de renvoyer à l'article « Conscription antillaise et citoyenneté revendiquée », *Vingtième siècle,* n° 92, octobre-décembre 2006, p. 101-116, ou pour une vision étendue, au premier chapitre de l'ouvrage *l'Amère patrie, histoire des Antilles françaises*, Fayard 2010.

rue Penthièvre à Basse-Terre sont transférés au 1er décembre 1913 au 18 rue de Clieu, ancienne rue du sable.

Les collaborateurs apparaissent sous forme de pseudonymes (Saint-Just, Maringouin, Abeille…), d'initiales ou d'un prénom (Jacques, « cousine Yvonne ») qui peuvent masquer une équipe de rédaction très réduite[5]. Le journal semble principalement l'œuvre de Stéphane Rosso - qui a signé tous les exemplaires déposés comme certifiés conformes à la bibliothèque nationale – mentionné indirectement comme « gérant », mais n'apparaît explicitement au titre de fondateur administrateur qu'à partir du troisième anniversaire. Il s'agit là d'un refus explicite de la position individualisée de « directeur » (cf. n° 23 du 2 novembre 1911)[6] préférant une gestion et une orientation plus mutualiste qui correspond au militantisme coopératif prôné par le collectif de rédaction. Le site internet Dictionnaire des militants anarchistes signale que Stéphane Rosso « collaborait à l'organe individualiste *La Vie anarchiste* (Reims-Château Thierry, 1911-1914) (…) Stéphane Rosso aurait également été en 1912 le correspondant en Guadeloupe du journal *Le Réfractaire* », sans que l'on dispose de plus d'informations[7].

Le journal, rapidement taxé d'antimilitariste par ses confrères est plus largement un journal d'orientation libertaire, dont les idées sont proches de la Fédération révolutionnaire communiste et des mouvements anarchistes, sans toutefois que des relations explicites[8] puissent être établies : aucun des grands leaders contemporains n'est alors évoqué[9], hormis Jean Grave[10], « grand penseur sur la colonisation » (n° 11, 10 août 1911), mais on trouve plusieurs références à Proudhon, Reclus, sans exclure Marx et Engels. Le journal ne semble inféodé à aucune chapelle anarchiste[11] et se réclame d'une libre pensée. Il n'est pas répertorié comme un journal anarchiste dans la thèse de René Bianco[12], ni signalé par Maitron[13]. Les

---

5. En l'absence de données sur ces collaborateurs, on ne peut négliger la possibilité, à l'instar d'autres titres issus des « vieilles colonies », que des pseudonymes, utilisés par la même personne, permettent de donner l'apparence d'une équipe plus importante qu'elle ne l'est en réalité.
6. Afin de ne pas alourdir les notes de bas de page, les références des numéros seront indiquées directement dans le texte. Par ailleurs, dans le souci de présentation de ce journal peu connu, de larges extraits et des citations longues seront quelquefois utilisés et mis en perspective.
7. On dispose de peu d'informations à ce jour sur Stéphane Rosso. Il est présent dans l'Hexagone dans les années 1920, actif autour du Parti communiste. Dans les années 1930, il est « semi clochardisé » selon l'expression employé par Rosan Girard. Je remercie Jean Pierre Sainton de m'avoir communiqué ces éléments.
8. Seul le journal anarchiste *Les Temps nouveaux* est une fois cité.
9. Voir Maitron Jean, *Le Mouvement anarchiste en France*, Tome 1, *Des origines à 1914*, Paris, Gallimard, 1992.
10. Anarchiste vétéran, rédacteur en chef du journal *Les Temps nouveaux*, il a rédigé en 1893 *La société mourante et l'anarchie*. Kropotkine, retourné en Russie, en 1883, lui a confié la rédaction du journal *Le Révolté* qui deviendra ensuite *Les Temps nouveaux*.
11. Voir Davranche Guillaume, *Trop jeunes pour mourir, Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre,* Montreuil/Paris, L'Insomniaque/Libertalia, 2014, 543 p.
12. Bianco René, *Un siècle de presse anarchiste d'expression française (1880-1983),* Thèse d'Etat, Aix en Provence, 1988, 7 tomes, 3503 p., ou le *Répertoire des périodiques anarchistes de langue française : un siècle de presse anarchiste d'expression française, 1880-1983*, Aix-Marseille, 1987. (bianco.ficedl.info/)
13. On ne saurait s'en étonner puisque cet auteur précise dans le tome 2 de l'ouvrage cité plus haut (p. 343) qu'il limite sa recherche à la France, qu'il a surtout exploité le fichier de la BN et qu'il écarte de façon délibéré un certain nombre de titres considérés comme « les marginaux de l'anarchie » cf. *Littérature et anarchie*, textes réunis et présentés par Alain Pessin et Patrice Terrone, Toulouse, Cribles (presses universitaires du Terrail), 1998, p. 140

prises de positions, critiques, virulentes, à contre-courant des idées alors dominantes sont souvent novatrices sur nombre de questions de société qui agitent la Guadeloupe. Comme beaucoup d'autres titres de cette presse, le journal affirme sa croyance dans un autre monde possible, pour lequel l'éducation s'avère le levier indispensable : « après l'école, le journal est le plus sûr facteur de civilisation » ajoutant néanmoins « et il n'y a pas d'homme plus nuisible et plus dangereux à la société que celui qui abuse de son influence de journaliste pour tromper la masse ignorante (n° 2, Conception : à nos confrères).

Sous le titre « Un brin de causette » le premier numéro expose un axe fondateur : « Jeune citoyen tu viens de quitter l'école muni d'un diplôme de Brevet Elémentaire ou de bac tu as l'esprit bourré de dates historiques, de règles grammaticales, tu peux d'un seul trait débiter des pages entières d'auteurs grecs romains ou français. Tu passes pour un garçon instruit. Cependant tu es ignorant ! Oui tu es ignorant ». Le journal déplore ainsi « les études platoniques et stériles » et le fait que dans l'école moderne « trop peu est réservé aux sciences positives et rationnelles. De plus les sciences sociales sont absolument ignorées… tous les grands faits sociaux qui bouleversent à chaque instant la vie des nations ; les grèves, les guerres, les famines, le renchérissement des vivres, les encombrements de produits ou leur rareté en un mot les conditions de l'existence en général, tout cela aussi bien que la physique est réglé par des lois, lois que tu ignores pour ne pas les avoir apprises. Tu crois à un tas de choses parce que tes aïeux y ont cru. Il faut continuer de s'instruire il faut que tu lises beaucoup surtout les œuvres de ces grands esprits : Proudhon, Karl Marx, Reclus, Buchner, Haeckel qui seules peuvent détruire dans ton esprit les préjugés de toutes sortes qui y subsistent encore à ta sortie des classes »

Ce contrepoids sans équivoque à l'orthodoxie scolaire vise toutefois un public incidemment désigné par les diplômes, qui ne semble pas concerner directement le milieu paysan ou ouvrier – pourtant donné pour cible – mais plutôt ceux qui occupent une position déjà consacrée par leur parcours scolaire, « artisans et petits fonctionnaires », professions libérales. Le journal distinguera d'ailleurs « les gens du peuple » des « esprits subtils » (n° 17, 21 septembre 1911), autrement dit d'élites redéfinies par leurs savoirs critiques. Même si l'école est en théorie obligatoire, les classes sont surchargées et nombre d'enfants ne la fréquente qu'épisodiquement. Les journaux affirment tous une mission éducative qui complète ou quelquefois vient remplacer la formation initiale. Mais il s'agit là d'aller au-delà ou contre ce qui est classiquement enseigné.

Cette orientation pédagogique, qui ouvre les perspectives d'un avenir nécessairement meilleur, est réaffirmée dans le dernier numéro disponible, le 23 avril 1914 : « Multiplier les écoles et le pain du cerveau et quand ces écoles seraient ainsi augmentées, les bagnes et les prisons, les asiles d'aliénés diminueraient comme par enchantement, faute de pensionnaires ». Pourtant « Le long du chemin » dans le n° 57 du 27 juin 1912 dénonce : « le pistonnage prime tous les droits » et se montre défaitiste : « peuple et amis lecteurs, artisans et petits fonctionnaires, vous tous qui professez le culte du progrès, vous qui sacrifiez vos plus chers instants à l'étude de la patience, à la connaissance du beau et du bien,

vous laissant caresser par la douce espérance de vous conquérir un avenir sinon brillant du moins facile… aujourd'hui l'instruction n'est plus la clef d'or qui ouvre les carrières. L'orgueil imbécile qu'enfante une coloration inconsciente de l'épiderme joint aux attraits et à la suprématie de l'or supplée aux qualités de l'esprit. (Abeille) » Le deuxième numéro fustigeait les « gratte ongles traités avec des égards princiers. Les gens qui ne foutent rien sont toujours grassement payés », en référence au faible salaire, par exemple et sans doute sans hasard, d'un instituteur.

I – UNE CRITIQUE VIRULENTE DE LA VIE POLITIQUE ET SOCIALE

L'éditorial du premier numéro donne le ton, repris dans les numéros suivants : « Encore un nouvel organe ! L'organe de la jeunesse, son nom vous dit tout. Elle se présente à vous sans prétentions exagérées. Il est presque impossible, dans le pêle-mêle de la politique actuelle de connaître la vérité sur les événements et les faits qui surviennent dans notre pays, si petit qu'il est cependant. » Le journal reproche à ses confrères de « dénaturer les faits et altérer la vérité. ». L'écriture se veut « impartiale et intransigeante. Elle jugera les gens non d'après des conditions politiques extérieures mais suivant leur valeur personnelle. » De façon sans doute plus novatrice, le thème de la jeunesse, qui sera aussi ultérieurement la base du journal de Paul Valentino en 1925[14], ne se contente pas de développer le thème de l'ennui[15], ou le refus d'une politique établie, mais affirme l'existence d'une classe nouvelle : « Organe d'une classe la jeunesse, exclusivement rédigée par la jeunesse elle se fera l'écho de ses revendications elle bataillera pour la défense des intérêts et de ses droits trop souvent méconnus, elle travaillera pour préparer un avenir meilleur à tous ces jeunes qui arrivent sans espoir. » Le style s'en trouve orienté :

« Ni l'injure ni l'invective, mais sévère.
A force de frapper sur un clou diable on finit par l'enfoncer
Nous sommes jeunes »

Dès ce premier numéro, sous le titre « Notre réveil » le journal dénonce la « lutte effrénée pour la conquête de l'assiette au beurre », reprenant le titre du journal satirique bien connu en France pour ses caricatures. Sans illustrations ou dessins, mais par ses articles, *L'Etincelle* entend dénoncer « enfantillage » et « forfanterie », lancer un appel : « Messieurs nos aïeux, secouez la torpeur », annonçant un projet ou plutôt un dessein : « l'œuvre que nous voulons entreprendre, c'est l'unification de tous les partis politiques en un seul parti nouveau. » L'orientation n'est donc pas véritablement anarchiste, même si elle reprend quelques-uns des

14. *En avant*, « Revue mensuelle au service de la jeunesse ».
15. « Sorti de la tourmente qui le tînt haletant pendant quatre ans, le monde a repris sa marche vers le Progrès. […] or la Guadeloupe vit en dehors du mouvement où vit sa métropole. Nous menons chez nous une vie morne dont tous les jours, tous pareils, s'égrenant dans la monotonie que seuls rompent quelques scandales politiques locaux. » *En avant*, n° 1 mai 1925.

thèmes qui constituent le socle de ce courant, antiparlementarisme, antimilitarisme et antipatriotisme.

1. *Une condamnation de la vie politique*

Cette perspective s'inscrit dans une critique radicale des actions politiques jusqu'ici menées. Dans la rubrique « Chronique et critique », signée « Saint-Just », le bilan de « l'action parlementaire », et plus largement le rôle des élus guadeloupéens est discrédité, dès le deuxième numéro : « on peut vainement se casser la mémoire à fouiller dans notre histoire locale sans rencontrer une œuvre quelconque accomplie par nos élus, ou simplement qu'ils auraient tenté d'accomplir. Depuis 1870 avec Sarlat, Réaux, etc., rien ! Plus tard encore en remontant au radicalisme de Gerville Réache, au zamboïsme de Légitimus en passant par le soi-disant socialisme de Géraut-Richard, que rencontre-t-on ? Néant ». Le ton général acerbe peut rejoindre celui d'une presse dévolue à la défense d'un parti ou d'un homme, mais déceptions et amertume suscitée génèrent un programme plus vaste : « Quant à Légitimus hélas ! Il est plutôt à plaindre qu'autre chose. Gonflé d'orgueil il n'a pas résisté à cette sotte et ridicule vanité qui lui faisait croire qu'il était le maître du pays. Aussi devons-nous nous désintéresser de ces luttes politiques qui absorbent trop de notre vitalité pour nous occuper plus spécialement d'organiser méthodiquement la classe ouvrière. »

L'absentéisme à la chambre est dénoncé. « Le Député fantôme (Légitimus ne peut mieux mériter ce titre) » conspué (n° 109 30 octobre 1913) comme « L'abstentionnisme ! » (n° 51 16 mai 1912) : « Après les scandales électoraux [dénoncés dans les numéros précédents], les sinistres gredins qui répondent aux noms de Lignières, Vignes, Crane, Delagarde, Marc François », amènent à une conclusion : « la République par le suffrage universel organisé tel qu'il l'est a failli à son but. Une réforme est nécessaire et tant qu'elle n'aura pas eu lieu, la seule consigne est : abstenez-vous ». À de nombreuses reprises, le journal revient sur la vie politique locale, disant « assister au spectacle de l'ouverture du Conseil Général, par amour pour notre petit pays et pour notre dignité à nous tous, nous voudrions voir nos destinées entre d'autres mains que celles de la plupart des Conseillers qui trônent dans l'immeuble du Vieux Gouvernement (« Opinions », n° 27 30 novembre 1911).

Sous le conseil « ne vous laissez ni intimider ni surprendre » le journal commente les candidatures : « Blandin l'homme impopulaire s'il en fut, Gratenel Evenor, ouvrier modeste mais honnête, M. Mocka est le type du conseiller j'approuve qui se fait toujours remarquer par son silence, Servain, l'avocat chic, le fashionable de Basse-Terre, Hubert Ancelin, absent de la colonie (nous ne dirons pas de mal des absents), Esré, ouvrier sellier, Labiny ouvrier aussi ouvrier ferblantier, Albert Anger un modeste coiffeur » (n° 19, 7 octobre 1911). Le journal remet également en perspective la candidature du Dr Vitalien : « Ce n'est donc pas un rêve comme certains voulaient le croire. Il vient pour soutenir sa candidature aux élections sénatoriales, fils de la Guadeloupe et fils intelligent et cultivé, se mettre au service de son peuple - moyen bien plus simple : s'y établir comme médecin » insistant sur les 25 ans passés hors de son pays ou « il oublia sa Guadeloupe car il s'était abyssinisé – qu'on nous permette ce néologisme » (n° 30 21 décembre 1911)

La fraude électorale est dénoncée. Ironisant en titre « Conséquences : un malheur n'arrive jamais seul ! Après Bérenger, Candace ! » la page suivante développe « comment il fut élu (la fraude la plus éhontée) » (n° 37 8 février 1912). Le n° 63 du 8 aout 1912, sous le titre « Un qui s'en est allé » évoque la mort de M. Gautret, gouverneur lors des législatives de 1910, qui « éleva la fraude à la hauteur d'une véritable institution. Devant la mort les rancunes doivent se taire », cependant le journal invite à se « souvenir négativement de cet homme dont le nom est écrit en lettres ineffaçables dans les annales politiques de la Guadeloupe.

Dans leur ensemble, les responsables politiques sont dénigrés. Le journal stigmatise l'inaction et la cupidité. « La débâcle d'une coterie » est évoquée, diagnostiquant « Le zamboïsme a vécu » (n° 111 du 13 novembre 1913). Les attaques peuvent être caustiques - comme l'« Homélie » du n° 53, raillant Bérenger, son « lyrisme presque échevelé », qui découvre la Guadeloupe et lui fait « errer suivant la latitude où il opère » - ou brutales comme le n° 55, sous le titre Mocka Michel & Cie. » : « Il paraît que dans la ménagerie intitulée 'démocratie sociale' à la raison sociale Candace, Lignières et Cie, nos verrats ne peuvent vivre en famille… ». « Candace nouveau Iscariote », (n° 134 23 avril 1914) devient, de par sa position, une cible privilégiée, et les actions de « Gros doudou » sont largement critiquées.[16]

Plus largement, ce sont les notables qui sont décriés. Le journal s'en prend ainsi au président fondateur du club des montagnards, Camille Thionville, « Tartarin dans nos murs » (n° 103 11 septembre 1913). Le titre « Le héros du CDM » ouvre une fausse interrogation sur la signification du sigle : « compagnie des macaques, club des menteurs ? » Les « montagnards » sont vilipendés : « une dizaine d'officiers habillés comme pour la parade et une trentaine de beaux messieurs qui avec leurs bottines vernies ne doivent connaître des montagnes que par les récits qu'ils lisent dans les salons. Le président se répand en éloges, une heure pourquoi ? Pour avoir le ruban rouge car plus grand alpiniste du monde. »

Un seul responsable politique, par ailleurs lui aussi impliqué dans le développement de l'excursion, semble trouver grâce : il ne s'agit pas d'un élu mais du gouverneur Merwart, plusieurs fois salué : « Quel homme M. Merwart ! Jamais une minute à ne rien faire (…) un gouverneur qui gouverne, lutte contre la fraude, ne fait pas de politique. Mais il reste beaucoup à faire, Plaise au département de nous conserver encore longtemps M. Merwart pour le plus grand bien du pays » (n° 114, 4 décembre 1913 « le Long du chemin » signé Saint-Just)

2. *Une critique sociale virulente*

Le discrédit ne touche pas que les responsables politiques. Dès le premier numéro, la rubrique « Chronique et critique » a précisé la cible : « Plus ça va et plus c'est la même chose. Quarante ans de République n'ont ma foi presque rien changé à notre vie sociale. L'empire en sombrant a légué à la République tout un régime d'arbitraire et d'abus et la République n'a rien tenté de sérieux pour y mettre un terme. » Le lien

16. Par exemple n° 45, 4 avril 1912, « La trahison de Gratien Candace »

entre luttes ouvrières des deux côtés de l'Atlantique est établi : « Sang ouvrier, Fournies ! Narbonne ! Villeneuve St Georges ! En France. Saint François ! Capesterre, Petit Bourg à la Guadeloupe (signé Saint Just)

Pourtant malgré les similitudes dans les luttes, celles-ci ont aux Antilles une couleur et le journal dénonce les formes récurrentes d'émigration forcée : « la traite des esclaves noirs se pratique sur une grande échelle au Canada. Toutes les semaines arrivent à Montréal des contingents de Guadeloupéennes que nos juges, avocats, nos industriels achètent ou louent pour deux ans, comme bonnes à tout faire si elles sont quelque peu jolies ! (« Au Canada », n° 12 17 aout 1911 qui donne en référence *Les Temps nouveaux* n° 15 du 12 aout 1911) La référence à l'esclavage est de nouveau utilisée dans « Chronique moulienne » (n° 20 10 octobre 1911) au sujet d'« un indien séquestré, M. Ramssamy dit Andha. Les usiniers de Saint François ont montré encore une fois leur façon d'opérer aussi lâche que scélérate. Rien à envier aux époques passées de l'esclavage ». Son contrat d'engagement expiré, les « seigneurs de Sainte Marthe n'entendirent point perdre cet esclave. » Sans référence directe à ce passé, la mise à l'écart d'Antillais est également dénoncée : « Chez les fonctionnaires » du n° 54 6 juin 12, évoque la nomination comme greffier d'un « pays » du gouverneur qui « lèse les intérêts directs et immédiats de toute une catégorie de fonctionnaires locaux à qui cette vacance [suite à un décès] ouvrait l'espoir d'obtenir un grade supérieur ».

Le journal prône le changement par l'éducation, le mutualisme, l'union. Il fait écho dans son n° 63, du 8 août 1912 à un article intitulé Le ralliement du lundi 5 aout : « finissons- en avec nos luttes stériles, avec nos représailles qui nous rendent victimes tour à tour. Unissons-nous pour préparer ensemble le retour des beaux jours sur le pays » en reprenant en gros titre OUI PREPARONS DEMAIN. Puis, évoquant « 20 années de période troublée, la trace indélébile par des tâches de sang » : « Oui il existe bien une question de races mais qui doit uniquement consister dans un désir légitime d'émancipation sociale intégrale des fils noirs du pays et du perfectionnement intellectuel afin de supprimer le sot préjugé qui veut qu'ils soient considérés comme des êtres inférieurs. »

Les questions qui agitent la Guadeloupe sont remises en perspective. Celle de « l'assimilation » (n° 103, 11 septembre 1913), bien dans l'air du temps, est abordée sous un angle alors peu fréquent : « Les partisans de l'assimilation des vieilles colonies à la métropole se félicitent tout naturellement de l'application de la loi militaire aux colonies, ce qui marque à leur avis, un pas de plus vers cette assimilation ». Cette distance permet au journal de faire « quelques remarques et d'émettre certaines appréciations » concernant l'attitude de la « métropole », son « indifférence qu'on ne peut pardonner » : « elle n'a de sollicitude que pour ses nouvelles possessions. Cependant dès qu'elle voit qu'elle peut encore tirer de ses vieilles colonies des avantages quelques minimes soient-ils elle leur applique des lois, depuis longtemps en vigueur chez elle, elle semble leur dire « voyez je vous assimile un peu plus aux départements, exemple l'application de la loi militaire. Nous ne sommes pas, comme on serait tenté de le croire, des adversaires de l'assimilation, mais nous la voulons entière absolue, intégrale. Guadeloupe, Martinique Réunion, françaises nous dit-on et bien que ces pays soient régis par la législation qui régit le territoire métropolitain. On sait très bien qu'alors que depuis 40 ans, encore sous l'empire

de lois et décrets datant de la monarchie on n'ignore pas que le senatus consulte de 1852 règle encore nombre de points de notre législation coloniale ». Des propositions concrètes suivent en page intérieure : « D'abord, pour que l'assimilation soit complète, il faudrait nous rattacher au ministère de l'Intérieur, la magistrature coloniale directement rattachée au ministère de la Justice. » Plus largement une attitude est à repenser : « nos colonies, vieilles comme nouvelles sont considérées comme de véritables déversoirs, des champs d'exportation où viennent s'abattre de temps en temps les rebus de la métropole. » La rédaction demande « Pas de demi-mesure, de régime mixte, le pire de tous puisqu'il nous livre sans défense ni contrôle à un système des décrets bien souvent en contradiction avec les lois qui en réglementent dans la métropole les mêmes matières. »

La « suite promise du numéro précédent » aborde cette fois la question de l'« autonomie » (n° 104 18 septembre 1913), mettant tout de suite en garde : « par une fausse interprétation de ce terme beaucoup de gens accusent les partisans de l'autonomie d'être des anti-français, des séparatistes qui voudraient détourner de la France les habitants des vieilles colonies […] L'autonomie est la liberté qui est laissée à une Colonie de se gouverner elle-même, sous la seule réserve de respecter les attributions de souveraineté des pouvoirs métropolitains ». Une organisation administrative créolisée est tracée : un « commissaire, unique fonctionnaire métropolitain, les autres sont recrutés exclusivement parmi la population native. » Le journal prend « l'exemple des colonies jouissant de la plus complète autonomie, Canada, Australie » pour montrer que « L'autonomie ne peut en rien distendre les liens ». Quant aux « Avantages ? » ils sont « moraux et matériels. Moraux : harmonie ethnique entre la population autochtone et les éléments métropolitains. La première n'a aucune antipathie pour les seconds ; on se traite d'égal à égal, on ne voit pas dans ces métropolitains des exploiteurs ni des tyrans. Dans les véritables colonies, au contraire, la métropole entretient une vraie armée de fonctionnaires qui se croient en pays conquis ; ils traitent les habitants en sujets et agissent, partout de façon vexatoire. *L'Etincelle* évoque dignité et « sentiment de répulsion » : « après les exploits des Boulloche, Gautret et autres fonctionnaires, pas de la haine mais comme une sorte de rancune. […] Au point de vue matériel les avantages ne sont pas à discuter » : « Le gouvernement cherche par tous les moyens à réduire les charges qui pèsent sur le peuple », et le régime douanier est choisi au lieu d'un système protectionniste imposé. Le journal prend l'exemple de la morue à 1,20 francs le kg, qui coûterait 0,30 f. en se fournissant directement aux USA.

La conclusion revient sur l'assimilation, tranchant avec les discours dominants et préfigurant des alternatives bien ultérieures : « vous voulez des colonies. Assimiler les intégralement ; que les mêmes lois régissent les colonies comme la métropole, qu'il n'y ait pas de distinction entre le métropolitain et le colonial, mais si pour une raison ou une autre vous ne pouvez réaliser cette assimilation, telle qu'elle doit être, laissez-nous alors notre autonomie et nous n'en serons que mieux (La rédaction) ».

3. *Des positions culturelles novatrices*

Le Journal, principalement sur l'attaque et la dénonciation - rares sont les compliments ou les articles positifs – encourage toutefois des actions

développant des perspectives centrées sur la connaissance de la Guadeloupe. Le n° 45 exalte « La mutualité par l'instruction », en faisant l'éloge de La Semeuse (Société d'études littéraires) avec pour président Bory, vice-président Foy et Pantobe, secrétaire Raphael Clairon. Le numéro suivant fait part de la création de la Société régionale guadeloupéenne littéraire et artistique, à l'initiative d'Oruno Lara, « officier d'académie », et du projet de bibliothèque de la Guadeloupe qui doit comprendre tous les ouvrages concernant ou intéressant la Guadeloupe. Le musée de la Guadeloupe à l'initiative de Léon Delmont, lui aussi officier d'académie, doit être constitué par « des bustes, des plâtres, des portraits, des photographies, des autographes, des tableaux, des souvenirs de toutes sorte des Guadeloupéens et des amis de la Guadeloupe ».

D'une façon qui peut apparaître étonnamment contemporaine, le journal condamne « le sabotage officiel de nos souvenirs historiques » (n° 45, 4 avril 1912), évoquant le fort Richepanse : « Témoin le plus éloquent des exploits de nos valeureux ancêtres qui luttèrent avec tant d'ardeur contre l'anglais qui voulait absolument s'emparer de notre île », rappelant « Clovis Hugues, en 1770 avec ses 150 nègres et mulâtres qui vainquit les troupes anglaises que les « blancs » esclavagistes du pays avaient fait venir et conduisaient eux-mêmes. Devant le tombeau de Richepanse, c'est toute la période révolutionnaire qui se déroule à l'esprit, on se remémore Victor Hugues, on se souvient des exploits de nos corsaires (les corsaires de la Guadeloupe de Rosemond de Beauvallon), on se rappelle le mulâtre Delgrès qui se fit sauter avec sa suite plutôt que de se rendre aux troupes que le 1er consul avait envoyées avec ordre de rétablir l'esclavage.

Que de souvenirs donc !

Et c'est l'administration elle-même qui se plait à déchirer cette belle page de notre histoire ».

Sur le plan des commémorations, *L'Étincelle* célèbre l'anniversaire de Victor Schœlcher (n° 61 25 juillet 12) : « si nous sommes quelque chose c'est à lui que nous le devons » et demande que « le 21 juillet soit jour de reconnaissance comme le 25 décembre consacré entièrement au souvenir du Christ. » Le journal déplore l'absence à Basse-Terre d'une rue et d'un musée dédiés, comme à Pointe à Pitre, évoque une statue, non érigée, et la question d'un square en 1910…Le journal s'attaque également à la fête nationale du « 14 juillet ». Examinant les principes républicains appliqués en Guadeloupe (n° 59 11 juillet 1912), le « bilan » est sans appel : « la liberté n'est qu'un mot » rappelant « le fonctionnaire obligé de voter bulletin ouvert », « l'égalité, une fiction » opposant le « pauvre nègre qui de six heures du matin à 6 heures du soir, sous l'ardeur du soleil est courbé sur sa houe pour toucher 1fr ou 1,25, qui vit dans des huttes de terre et de chaume et son employeur l'usinier qui bénéficie du travail de ses centaines d'esclaves, qui possèdent palais et châteaux et écures bien garnies » ; « la fraternité quel mensonge », impliquant une conclusion : « Le 14 juillet n'est pas notre fête nationale à nous ; c'est la fête d'un régime bâtard qui sous un voile d'hypocrisie cache les pires exactions, les pires iniquités et les pires illégalités. […] il y a une autre Bastille à renverser, la Bastille bourgeoise et capitaliste[…] notre devise à nous est : *Ni Dieu ni maître et droit de vivre pour tous*. (La rédaction) » L'orientation anarchiste ne se limite pas aux slogans : Dans ce qui devient une

rubrique « Un brin de causette », « Jacques » s'attaque (n° 2, 15 avril 1911) à un « préjugé : le droit de propriété » : « Au premier rang des richesses naturelles arrive la terre. Je te dis donc qu'elle ne doit pas avoir de maître qu'elle est la propriété indivise de la collectivité ». Revenant alors sur les « origines », pour constater rappeler la Guadeloupe s'est constituée sur le « vol de la terre à ses occupants ».

L'Étincelle, sans ouvrir de thématiques féministes régulières, signale la naissance le 20 novembre du premier numéro de « Pointe à Pitre, nouveau titre paraissant les 10, 20 et 30 de chaque mois. : Pointe à Pitre sera surtout un organe de défense et de renseignements pour la femme ; ses colonnes seront toujours ouvertes à ses revendications si elles sont justes et raisonnables » commentant « on a souvent une tendance trop marquée à faire de la femme un être à part, à l'écarter » et ajoutant « c'est le féminisme qui s'affirme chez nous. À ce nouveau confrère, nous souhaitons prospérité et longévité ». Dès le n° 16, assorti d'une exhortation à ne pas faire d'enfant, apparaît une invitation à lire *L'éducation sexuelle* de jean Marestan, reproduite à partir du n° du 24 du 19 octobre 1911, sur trois numéros « pour un livre utile et indispensable pour être heureux en ménage : L'Éducation sexuelle, anatomie physiologie et préservation des organes génitaux, moyens scientifiques et pratiques d'éviter la grossesse non désirée, en vente à Génération consciente 27 rue de la Duée, Paris XXe. » La question du contrôle des naissances, est reprise dans le n° 51 avec en dernière page de nouveau une publicité pour Génération consciente : « organe populaire de la propagande pour la limitation volontaire des naissances (avec envoi gratuit d'un exemplaire sur demande) ». Le souci de limitation des naissances est explicitement relié aux conditions d'éducation : « un ménage ouvrier qui possède 5 ou 6 enfants est dans l'impossibilité de leur donner à tous une instruction et une éducation développées comme ils auraient p. le faire s'il n'avait qu'un seul enfant (…) et presque toujours privés du soutien paternel ils deviennent des malfaiteurs, des bandits, et si ce sont des femmes, se jettent dans le vice et se livrent au triste métier de la prostitution. » (n° 55 13 juin 1912). Le n° 89 du 30 janvier 1913, qui anticipe en signalant déjà la troisième année d'existence revient (« Toutes les opinions ») sur le thème de « l'inégalité des sexes – la femme est-elle un être inférieur ? » retournant les conventions : « Au point de vue moral, la femme n'est plus l'égale mais est supérieure à l'homme. Elle a des organes génitaux tout comme ce dernier et c'est par cela même qu'elle est destinée à supporter le lourd fardeau de la propagation de l'espèce. (…) malheureusement c'est l'homme qui fait les lois et il est trop jaloux de ses illégitimes prérogatives. *La femme ne doit donc attendre son émancipation complète que de la révolution et de ce fait même elle devient révolutionnaire* (signé cousine Yvonne, souligné dans le texte) ».

Toutefois, dans la dénonciation constante des problèmes et obscurantismes, le ton peut devenir amer. Un des derniers numéros (n° 132, 9 avril 1914) laisse ainsi transparaître un constat désabusé, sous le titre « Si j'étais candidat » : « Et la misère générale augmente. La petite propriété disparaît de jour en jour, de même que le petit commerce et la petite industrie, quelques personnalités et quelques compagnies détiennent tous les monopoles ». Parmi ses attaques, c'est sans doute sur la question du militarisme patriotique que le journal se montre le plus tranchant.

II – « UN ANTIMILITARISTE À LA GUADELOUPE »[17]

Les remises en cause du patriotisme et de sa forme militariste, belliciste, occupent une place importante dès le premier numéro et offrent également un éclairage différent sur ces questions qui agitent la Guadeloupe. Là non plus, pas de références explicites, rien sur Georges Sorel et son histoire de la violence (1908) ou sur Emile Bourgeois[18] ou autres penseurs de l'antimilitarisme. Les manuels d'Histoire de France que l'on appellerait aujourd'hui contre histoires, comme celle de Gustave Hervé[19], très décriés par le Ministère mais aussi de nombreux socialistes ne sont pas diffusés en Guadeloupe.

1. *Contre l'armée, la guerre et le service militaire*

Dès son premier numéro, le journal prend position sur la question du service militaire. La demande en remonte aux débuts de la troisième République, portée par les notables antillais de couleur, au titre d'une pleine égalité des devoirs et des droits de tout citoyen. Face à leur insistance, les opérations de conscription, autrement dit de recensement et sélection des recrues sont d'abord décidées, mais explicitement sans extension au service militaire, jugé inutile ou trop difficile à mettre en place par les autorités militaires. Les premières opérations de conscription en 1911 dégagent alors un nombre très important de jeunes gens jugés aptes, rapidement brandi dans la presse comme preuve supplémentaire de la nécessité d'une complète extension au service militaire. Le journal *L'Etincelle* présente, au-delà des interrogations du moment un positionnement qui tranche avec les autres journaux.

Sous le titre « Le recrutement », le premier numéro attire l'attention sur cette question : « beaucoup de nos jeunes désignés aptes pour le service militaire se demandent avec quelque appréhension si c'est pour de bon que la loi va être appliquée. Pour nous nous ne savons que répondre. Quoi qu'il en soit, nous sommes autorisés à dire que *la jeunesse actuelle ne veut plus servir de chair à canon* (en italique dans le texte). Un entrefilet du numéro suivant (2 du 15 avril 1911) « Le service militaire obligatoire », revient sur les « Renseignements ? » et les « Réponses vagues, imprécises et contradictoires. Selon les uns la loi sera appliquée dans toutes ses dispositions et les Antillais envoyés vers le contingent du Maroc ou autres colonies africaines pour remplacer les soldats métropolitains qui ne peuvent se faire au climat brulant de ces contrées tropicales. Alors c'est bon pour nous autres. Selon d'autres et nous pensons que c'est la version la plus vraisemblable, ils ne seront pas enrégimentés. Ils resteront bien tranquillement chez eux et constitueront comme une sorte de milice prête à toute éventualité (…) Ce serait bien mieux que

17. Titre du journal *Le Cri de la Guadeloupe*, 19 juillet 1913, condamnant les positions du journal *L'Étincelle* qui concentre alors nombre d'attaques et d'incompréhensions.
18. Voir Luzzatto Sergio, *L'Impôt du sang, La Gauche française à l'épreuve de la guerre mondiale*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1996
19. Il s'agit de la première période d'Hervé avant, qu'il ne se recentre ainsi que son journal *La Guerre sociale* et renie nombre de ses engagements antérieurs. Voir Davranche G., *op. Cit.* et Enckell Marianne et coll. (dirs) *Les Anarchistes, Dictionnaire biographique du mouvement libertaire francophone,* Ivry sur seine, Éditions de l'Atelier, 2014.

d'obliger nos jeunes gens à aller gaspiller deux ou trois ans des plus belles années de leur vie à croupir dans une caserne pour apprendre quoi ? L'art de tuer son semblable. Il importe de savoir si les conscrits désignés cette année comme aptes pour le service feront partie de la conscription de l'année prochaine. Beaucoup d'entre eux qui avaient l'intention d'émigrer à l'étranger pour chercher d'autres moyens d'existence ne peuvent le faire de crainte d'être considérés comme déserteurs : ils se croient déjà soldats. » Pour cette « lacune à combler », une clarification est demandée par le Journal Officiel.

« L'éventualité marocaine » (n° 11, 10 août 1911) permet d'énoncer : « nous ne voulons pas de la guerre, nous ne sommes pas de ceux qui crient à Berlin, sans savoir au juste pourquoi, simplement parce qu'on leur dit que Berlin c'est l'ennemi. Non nous ne voulons pas la guerre parce que c'est toujours le peuple qui en fait les frais et si la bourgeoisie avide veut absolument la guerre, espérons que le peuple conscient des deux pays saura s'y opposer de toutes ses forces, dût-il pour cela agir comme au lendemain de la guerre de 1870 en recommençant l'expérience de la Commune. » Le numéro suivant du 17 août, « Le conflit franco-allemand et la colonisation », remet en perspective les enjeux : « du droit du plus fort direz-vous ? Absolument ! Voilà la colonisation ! Après qu'on eut aussi bien, la France que l'Allemagne, ravi à leur indépendance des peuplades africaines on les vend on les cède comme de vulgaires marchandises. Qu'est ce qui prouve que les habitants du Congo veulent devenir allemands et réciproquement ceux du Cameroun veulent devenir français ? Rien et pourtant les gouvernements de France et d'Allemagne ne lésinent pas pour disposer de leur nationalité ». Le rédacteur cite à cette occasion Jean Grave qualifié de « grand penseur sur la colonisation » : « où les européens se sont installés par droit de conquête, partout la population s'amoindrit et disparaît, partout l'ivrognerie, la syphilis entre autres importations européennes les fauchent à grands coups, atrophient et anémient ceux qui survivent ». La dénonciation de l'embrigadement se poursuit sous le titre « Inconséquence et nécessité » du n° 16 du 14 septembre 1911 : « Les notables de la cité s'entretenaient au sujet de la guerre probable entre la France et l'Allemagne. Il n'y avait pas à douter de leur sentiment patriotique, tous étaient partisans de la guerre ils trouvaient même que les négociations languissaient trop et il était plus que temps disaient-ils que la France prenne sa revanche de 1870. »

Sous le titre « La Guerre », le numéro suivant (n° 17 du 21 septembre 1911) rend compte d'un article de *L'Émancipation,* publié en première page et intitulé « Guerre à la guerre », « dans lequel elle s'élève contre les agissements et manœuvres gouvernementaux qui ne tendent rien moins qu'à jeter les deux peuples français et Allemand dans une boucherie effrayable. (Sic) ». *L'Emancipation,* « Organe politique et économique de la fédération socialiste autonome de la Guadeloupe », publie dans son numéro du mercredi 11 au 13 septembre 1911 cet article signé A. Bonneville, qui interroge : « Verrons-nous la France et l'Allemagne une nouvelle fois aux prises répandre des flots de sang sur le continent européen ? ». Il stigmatise les « intérêts de la bourgeoisie capitaliste » et conclut « le Maroc ne vaut pas une guerre entre la France et l'Allemagne ». *L'Etincelle* exprime son « étonnement de voir cet organe se déclarer contre toute entreprise belliqueuse, pour nous reste de barbarie que nous ont légué les âges

passés ». Pourtant dès le numéro suivant, du jeudi à samedi 14 à 16 septembre 1911, *L'Emancipation* titre « Guerre à … l'oppression », corrigeant les perspectives de l'article précédent : « oui guerre à la guerre citoyen Bonneville c'est le cri poussé par tous ceux qui comme nous pacifistes et socialistes du monde entier veulent en finir avec les absurdes préjugés et créer la société d'amour de justice et de vérité ». Le « comité fédéral » de l'organe de la fédération socialiste autonome de la Guadeloupe affirme : « nous devons tout faire pour éviter la guerre, pour nous opposer à toute tentative pour déchainer une guerre et anéantir dans le sang la prospérité nationale. Mais nous devons aussi nous élever contre toute tentative d'oppression. » La France incarne « la sagesse et la patience, mais devant l'arrogance de l'adversaire, et si envahissement du territoire français, eh bien ! Ce jour-là, il n'y aurait en France ni socialistes, ni républicains, ni conservateurs : il n'y aurait que des Français unis dans une même pensée de solidarité. Car citoyen Bonneville, il n'y a pas seulement « les coffres forts de la Bourgeoisie capitaliste » à défendre, il y a aussi la liberté qui menacée devra être protégée ». Et l'article conclut en rappelant Jaurès et « une tranche de France palpitant sous d'autres cieux, résolue à défendre contre toute agression l'indépendance nationale et la République ». Dans le même numéro *L'Emancipation* livre sous la plume de JL. Breton, député du Cher, une distinction entre « Antinationalisme et antipatriotisme » : « Généralisant les théories extravagantes de quelques très rares personnalités, nos adversaires ne se font pas faute d'affirmer que les socialistes sont des antipatriotes tout disposés, sinon à mettre notre pays à dispo des étrangers, du moins à réduire toute sa puissance défensive. Aucune confusion ne saurait être faite de bonne foi entre internationalisme socialiste et l'antipatriotisme anarchiste, nous dirons même que l'antipatriotisme est en quelle que sorte la négation de l'internationalisme, puisqu'il porte sur le terrain du national les graves questions de la paix armée et du désarmement qui sont, mieux que tout autre du domaine de l'entente internationale ». Le patriotisme reste alors le dénominateur commun de la gauche, de l'autre côté de l'Atlantique ou aux Antilles, même si les raisons de le soutenir diffèrent[20]. Le militarisme en découle ou s'y trouve de fait assujetti.

L'Etincelle reste donc le seul journal guadeloupéen à promouvoir un antimilitarisme militant, déconstruisant les « raisons » avancées pour justifier des conflits : « Pourquoi la guerre ? vite on nous répond pour venger l'honneur nationale (sic) C'est là un mensonge. L'honneur nationale n'est pour rien dans la guerre, elles ont toutes pour cause une raison éco, une question d'intérêt et encore si c'était d'intérêt général mais d'intérêt particulier. Les esprits subtils n'ont pas un grand effort à faire pour découvrir les causes de la guerre mais la plupart des gens du peuple n'y comprennent rien, ils croient à tous les boniments qu'on leur débite ; patriotisme, civilisation etc. etc. » En référence à la crise marocaine, le journal fustige « Leurs gouvernements – des bourgeois - Ceux qui auront à bénéficier ce sont les gros barons de la finance, les propriétaires des Usines du Creusot en France et Krupp en Allemagne. *L'Etincelle*, revenant

20. « Registres du patriotisme créole, Les 'vieilles colonies' autour de la première guerre mondiale », communication aux journées de la Société française d'histoire d'Outre-mer, Mai 2015, à paraître (premier semestre 2016) dans *Outre-mer, Revue d'histoire*.

alors sur « L'idée de patrie » (titre p.2) soutient qu'elle « serait quelque chose de noble et de grand si des hommes n'étaient pas venus la fausser par la note extravagante du chauvinisme » et termine en citant Marx et Engels : « Les ouvriers n'ont pas de patrie ou du moins ils en ont une qui est l'humanité. »

Le libelle continue dans le numéro 20 du 10 octobre, au lendemain d'élections, de nouveau sous le titre « La guerre », allusion cette fois aux tensions entre l'Italie et la Turquie, le journal en développe les méfaits : « des jeunes gens plein de vie, de volonté, et d'énergie qui portaient peut être dans leur cerveau le secret d'une amélioration future de la vie de l'humanité, iront se faire tuer comme des chiens laissant là-bas au foyer une malheureuse mère et une pauvre épouse sans soutien et sans ressources. Et il se trouve des hommes, des bandits pour glorifier la guerre et ils s'en trouvent d'autres … plus sots pour se laisser mener ainsi à l'abattoir. » L'article conclut : « les bêtes même ne font pas la guerre. L'homme en guerre tue sans savoir pourquoi il devient la brute, moins que la brute tuant le plus possible jusqu'à ce qu'on le tue lui-même. »

2. *Contre le patriotisme belliciste*

La thématique antimilitariste[21] disparaît jusqu'au n° 94 du 27 mars et 3 avril 1913. Alors que le journal fête son troisième anniversaire, il titre « L'ALERTE » en gros caractères en bas de la première page et développe : « la France maintenant est sous la pression d'un vent de patriotisme. Tous les grands quotidiens et revues n'en ont que pour des diatribes patriotiques » et la crainte « de subir d'un moment à l'autre l'injure d'un envahisseur teuton ».

Le « réarmement moral de la France »[22], voulu par Poincaré, orchestré par le nouveau ministre de la Guerre, l'ex socialiste Millerand concerne la mise en place de toutes une série de mesures. Curieusement le journal n'évoque pas les rumeurs d'extension du service militaire à trois ans, se concentrant sur « en septembre prochain, une armée de 865000 hommes soit 300 mille de plus », concluant : « durant 6 mois ou un an, l'effervescence patriotique sera dans tous les journaux ; les journaux de Paris et Berlin polémiqueront assez vertement comme cela a déjà eu lieu, chacun cherchant à rejeter le tort qui de fait n'existe pas du côté de l'adversaire en l'accusant de nourrir à son endroit des sentiments agressifs. Puis après rien car de guerre entre la France et L'Allemagne il n'y en aura pas. L'humanité civilisée ne permettra jamais une telle boucherie d'hommes, le prolétariat conscient s'opposera à la spéculation (…) il ne faut pas envisager la possibilité d'une guerre entre la France et l'Allemagne elle est impossible. »

Cette méthode Coué semble pourtant bien fragile et le journal dénonce dans le n° 105 du 25 septembre 1913 sous le titre « Guerre et Civilisation », les « Atrocités à peine croyables commises par les belligérants lors des dernières guerres des Balkans. Cela ne nous étonne point car nous savons que la guerre est la légitimation de ce que l'humanité civilisée

21. En tous cas des numéros disponibles, consultés à la BNF.
22. Davranch Guillaume, *Op. Cit.,* p. 203

réprouve en tant qu'horreurs, cruautés et barbarie… des milliers d'hommes font journellement dans les casernes l'apprentissage de ce métier de massacreur, de voleur et d'incendiaire (…) nous ne voyons au nom de quelle raison patriotique, cachant toujours la vraie cause de la guerre, l'on peut contraindre des hommes à faire le métier de soldat et il faut être une brute pour être amener à le faire. » (signé la rédaction).

Le Cri de la Guadeloupe avait critiqué sévèrement *L'Etincelle* qui s'était permis d'attaquer la vie de caserne, ce qu'on y subi : la « crétinisation », ou ce que l'on y apprend : « l'art de tuer son semblable ». L'article initial - absent de la BNF - semble d'autant plus choquer qu'il intervient alors que « la Guadeloupe vient d'obtenir l'application de la loi militaire aux colonies »[23], raison supplémentaire pour rejeter radicalement les propos de ce journal et toute forme d'antimilitarisme, immédiatement associé au rejet de la Patrie. *Le Nouvelliste* attaque également le journal *L'Etincelle* qui aurait osé applaudir à des mutineries, et affirmé « le métier militaire est une dégradation morale et un anéantissement physique de l'homme qui conduit à toutes sortes de vices, l'ivrognerie et la débauche ». Le journal de Lara interroge alors : « je me demande si c'est un créole français, issu de la race africaine qui a p. applaudir à un tel acte d'incivisme de la part de soldats français égarés ». Le journal socialiste en profite pour brandir les risques, en cas de conflit et de défaite, en cas de guerre : « le rédacteur en chef de l'Etincelle se verrait du rang de citoyen français tomber à celui de sujet allemand. »[24]

3. *Pour la défense et le respect des soldats créoles*

L'actualité oriente les articles suivant de *l'Étincelle* sur l'extension de la loi de recrutement, enfin décidée et appliquée - selon le reste de la presse antillaise, qui y voit l'aboutissement d'une longue campagne et la reconnaissance d'une véritable égalité citoyenne, par les devoirs assumés du soldat. Le n° 108 (non disponible) attaquait dans un article intitulé « au sujet de l'incorporation » le médecin major de 1er classe Pichon, chef du service de santé de la Guadeloupe[25]. Celui-ci apporte, dans le n° 109 du 30 octobre 1913, avec exceptionnellement 6 pages, des « Rectifications » en tant que « chef et médecin expert avec l'assistance de cinq médecins civils et un militaire », sous forme d'une protestation énergique : « nous n'avons suivi dans notre examen et nos propositions que notre conscience et les instructions ministérielles. » Le chef du service de santé réexamine tous les cas, déplore les noms cités au titre du « secret professionnel à défaut de la simple discrétion », mais également les erreurs dans l'accusation, notamment le cas

---

23. *Le Cri de la Guadeloupe*, op. cit. 19 juillet 1913, « Un antimilitariste à la Guadeloupe ». Il est à remarquer que le titre minimise l'ampleur possible de cette position en en faisant celle du seul rédacteur de l'article.
24. *Le Nouvelliste*, mercredi 9 juillet 1913, « Soyons patriotes », article signé Raphaël Watcher.
25. Sur Joseph André Pichon, je me permets de renvoyer au chapitre 2 de l'ouvrage *Sport et assimilation à la Guadeloupe*, Paris, L'Harmattan, 2002, qui présente son parcours et ses implications dans la vie guadeloupéenne, ou à l'article « Mouvements de jeunesse, activités physiques et sportives et première guerre mondiale » *Bulletin de la société d'histoire de la Guadeloupe*, n° 129, 3ème trimestre 2001, p. 61-82.

de deux jeunes gens détaillés, non exemptés mais ajournés à l'an prochain comme 200 jeunes créoles noirs ou mulâtres, un autre déclaré « bon pour le service auxiliaire » comme plus de 100 créoles noirs « grand nombre de jeunes noirs d'apparence très robuste et que j'ai fait néanmoins exempter ou ajourner. Un dernier renseignement à ma grande surprise 2 jeunes créoles blancs seulement m'avaient été recommandés en vue de leur exemption tous les deux ont été reconnus bons pour le service armé. »

La question de couleur étant posée, le journal ajoute : « mais les blancs qui par la grâce de leur argent sont les maîtres de l'autorité ont payé et leurs fils ont été exempté » « Nous pouvons donc certifier que l'argent y a joué un très grand rôle et que des parents ont acheté cher des certificats de complaisance ». Et le journal accuse « il a été constaté que plus des neufs dixièmes des conscrits incorporés étaient noirs. Tous les rejetons de la race blanche seraient-ils donc des dégénérés ? (ajoutant plus loin) le fils Lo…[26] n'a pas rejoint sa classe mais est parti en première vers la France. Le fils Li…, « deux mois avant se savait ajourné ou exempté (et surnuméraire enregistrement et pour exercer ces fonctions il faut satisfaire aux conditions d'une visite donc visite médicale identique à celle que subissent les conscrits alors quoi ?) » Si le journal reconnaît et accorde le droit au « Dr Pichon à se justifier des accusations », il revendique « notre droit d'étaler au grand jour les injustices qui se commettent, de dénoncer les faveurs dont bénéficiaient certaine classe de notre société coloniale. » Et d'accuser cette « Application parodie à la faveur de laquelle on a enlevé aux familles prolétariennes noires et de couleur leurs fils, qui constituent leurs seuls et uniques soutiens, alors que les fils des blancs ont été laissés tranquillement sous les jupes de leurs mères. »

Le n° 111 du 13 novembre 1913, revient sur cette question « Notre 2e au sujet de l'incorporation » et sur l'article du 13 octobre, rappelant les « fils à papa éliminés, seuls les noirs et quelques jaunes c'est à dire les fils de la classe paysanne et ouvrière avaient été incorporés » L'Etincelle évoque un véritable tollé, des remous, des menaces d'assises, des lettres signées ou non et cite intégralement sous le titre « Une injustice à réparer » une lettre des conscrits de la classe 1912 (2ème circonscription) adressée à Monsieur le Gouverneur. Le courrier revient sur l'enthousiasme, remercie pour les cérémonies, mais interroge sur un « mystère : voici bien 6 jours que nous sommes casernés, nous voyons autour de nous seuls des NEGRES et des MULATRES. L'opinion publique elle-même s'est émue, pourquoi y aurait-il une catégorie de la pop qui soit appelée à rester ici. Nous vivons dans une société égalitaire et tous ici devant la loi nous nous valons. Mais nous sommes les vrais fils de la République qui a vu l'éclosion de toutes nos libertés tt ce qui tendra à ébranler ses institutions à diminuer son prestige – que ce soit une diminution de son territoire ne peut nous laisser indifférents. Maintenant que les masques sont tombés et l'injustice envers notre race est dénoncée et dont vous êtes Monsieur le Gouverneur absolument étranger, il

26. Les noms complets sont livrés dans le journal. Ils concernent des familles de Blancs pays, bien connues à la Guadeloupe.

ne nous reste plus qu'à nous embarquer vers les rives de la mère patrie. »

Les accusations portées envers le conseil de révision et son responsable le Dr Pichon provoquent de virulentes attaques dans la presse et *L'Etincelle* tente de se défendre : « Jamais nous n'avons dit que M. Pichon avait été acheté. En l'écrivant Monsieur Watcher commet un affreux mensonge ». Il y revient encore dans le n° 113 du 21 novembre 1913. « M. Watcher veut absolument que nous ayons écrit que M. Pichon avait été acheté » Pourtant ce numéro semble marquer un tournant dans le positionnement. En effet, en page 4, une lettre de France de Rochemont évoque le capitaine de vaisseau Mortenol et « son petit recueil de sages conseils donné à nos jeunes soldats qui sera distribué dans les casernes du midi affectées aux contingents des Antilles et de la Guyane » pour « porter concours pécuniaire aux déshérités de la fortune » avec la création d'une caisse d'assistance pour les coloniaux partis « payer leur dette à la patrie » autrement dit faisant leur service militaire en France. « L'hiver commence. Ces jeunes gens à qui l'Etat ne fournit que le strict nécessaire auront besoin de quelque argent pour compléter leur habillement ; chaussettes et tricots de laine etc. pour éviter des souffrances dont les conséquences peuvent être funestes. Face à la proposition de création d'une caisse d'assistance, une note de la rédaction précise le positionnement adapté : « l'étincelle antimilitariste mais humanitaire souscrit pour 5 francs. »

Il n'est plus temps de lutter contre l'incorporation des conscrits mais c'est bien leur situation qui va désormais retenir toute l'attention. Sous le titre « Pour les conscrits créoles » le n° 114 du 4 décembre 1913, fait un retour sur cette aide : « *Ces jeunes gens à qui l'Etat ne fournit que le strict nécessaire auront besoin de quelques argent pour compléter leur habillement* avez-vous bien compris ? » et ouvre une critique de fond : « Comment l'Etat nous prend nos fils, il les emmène loin de nous et il néglige de leur fournir tout ce qui est nécessaire […] les jeter brusquement dans un pays froid sans leur donner du linge en conséquence c'est vouloir provoquer chez eux toutes sortes d'affections telle que la bronchite qui pardonne rarement. L'Etat n'a pas compris le danger qu'il y avait pour la santé de nos petits créoles (…) et quand nous nous déclarons antimilitaristes n'avons-nous pas pleinement raison ? Car si l'armée est déjà pour le soldat un milieu de souffrance moral il n'est pas possible qu'elle devienne encore pour lui un milieu de souffrances physiques », et le journal réinvite à les aider, au moins financièrement : « Participez ».

Mais c'est la situation sanitaire des conscrits envoyés en France qui devient préoccupante. Alors que le numéro 118 du 1er janvier 1914 annonce fièrement la quatrième année d'existence et veut voir en cette nouvelle année qu'« un nouveau soleil luit sur la Guadeloupe […] un renouveau s'annonce », le journal revient sur la situation de « Nos soldats » : « à l'heure où les conseils de révision sont à leur œuvre consistant à rechercher nos meilleurs gars au point de vue physique pour en faire des soldats », le journal se fait un « devoir de dire aux parents quel sort la caserne a réservé à leurs enfants partis en octobre dernier. Malgré les fêtes et les belles paroles, peu de sollicitude […] les hôpitaux militaires sont remplis de nos fils malades et il est bruit de les retourner dans leurs foyer. On dit même que plusieurs sont morts déjà (…) conséquence

de l'imprévoyance du gouvernement qui les fait venir en France juste dans la mauvaise saison ; » (signé SR, avec juste au-dessous référence à « l'administrateur gérant S. Rosso »). De nouveau sous le titre « Nos soldats », le n° 122 20 janvier 14, tire le signal d'alarme et accuse : « la situation s'aggrave chaque courrier nous apporte des nouvelles de plus en plus alarmantes. La mort poursuit son œuvre. Nos petits conscrits là-bas, crèvent, crèvent : ils crèvent comme des mouches (…) et voilà que personne n'est responsable de cet état de choses, ni le gouvernement, ni la représentation coloniale et l'on semble même insinuer que la faute en incombe aux conscrits eux-mêmes il ne manquait que cela - qui commettraient des imprudences. »[27]

Candace est de nouveau mis en accusation, ainsi que les anciens représentants du pays, à l'exception pour une fois de Gaston Sarlat, ancien député de la Guadeloupe dont la lettre, adressée à tous les maires de la colonie est citée : « la question qui s'est posée dès leur arrivée n'a été que celle des conditions de notre transplantation ici. Est-elle possible du jour au lendemain en plein hiver, entre les quatre murs d'une caserne. Ce sont des enfants recrutés dans nos campagnes, nourris de légumes et d'aliments peu azotés, le plus souvent anémiés, sans défense contre les germes des maladies qui les agglomérations entassées à la caserne. Ajouter à cela la différence radicale de nourriture d'habillement et d'habitude ». Le courrier cite le médecin Charasse et les conclusions d'un rapport selon lequel les soldats créoles n'étaient pas capables physiquement de servir en France, « alors la commission médicale à la tête de laquelle se trouvait M. le Dr Pichon, et qui a examiné les conscrits a fait preuve d'incapacité notoire en déclarant que ceux-ci étaient bons pour le service en France » un post-scriptum signé Rosso précise « le câble nous annonce que 104 conscrits réformés ont été embarqués et arriveront à la Guadeloupe par le courrier de dimanche. »

Mais le réquisitoire ne porte pas que sur les conditions sanitaires. Les inégalités face au recrutement et la question de couleur reviennent au premier plan. La « Lettre d'un soldat »rédigée au Camp Jacob, le 15 avril 1914 (n° 134 23 avril 1914) apporte des « protestations qui sont celles unanimes de tout le contingent créole, commandé par lieutenant « Richer de forges qui déteste énormément les créoles et se saisit de toutes les circonstances pour manifester cette haine, un monsieur qui s'est permis de dire en présence de tous les soldats réunis dans la cour de la caserne qu'il a bien plus confiance dans un simple soldat européen que dans un sous-officier créole. Il a proclamé d'autre part que le nègre est comme un serpent (…) c'est toute notre race qui est insultée par lui (…) il n'est donc pas étonnant que nos jeunes conscrits aient montré de la mauvaise volonté si comme moi, ils ont eu à souffrir en France de tant d'injustice et de tant d'arbitraire (signé un soldat).

Ce numéro est le dernier conservé à la Bibliothèque nationale sans que l'on puisse savoir si le journal a subsisté encore quelques temps. Mais l'on peut supposer que le journal n'aurait de toute façon pas survécu à la Déclaration.

---

27. Le terme n'est sans doute anodin : on connaît la place de *l'imprudens* dans les conceptions sanitaires populaires. Voir Bougerol Christiane, *La Médecine populaire à la Guadeloupe*, Paris, Karthala, 1983.

III – LA DIFFICILE SURVIE D'UNE PETITE ENTREPRISE DE PRESSE, MILITANTE

Dès le numéro 11 du 10 août 1911, apparaît un appel, rapidement récurrent « Aidez-nous », qui traduit bien les difficultés pour faire vivre un petit journal, en plus d'orientation libertaire dans ce contexte guadeloupéen. Les « Explications » du premier numéro précisent qu'il « devait paraître sous l'égide de la société la jeunesse républicaine socialiste de Basse-Terre aujourd'hui jeunesse progressiste ». La réunion du 11 mars a donné mandat envers l'imprimeur, mais l'organisme « revint sur décision ». Le journal n'est donc pas présenté comme organe de la jeunesse républicaine socialiste, mais simplement, et plus largement, « de la jeunesse ». Sans ce soutien initialement prévu, les difficultés matérielles sont amplifiées. Le journal ne dispose pas de local, ni d'aucune autre source financière que les dons et les abonnements, les recettes des ventes au numéro, quelques rares publicités[28] et à partir du numéro 30, une 4ème page de plus en plus consacrée aux annonces de ventes. Le journal connaît donc dès ses débuts des difficultés de trésorerie, rapidement aggravées par « L'affaire Némausat-Rosso », le procès en diffamation envers le « gérant » de *l'Etincelle*. Ce « jugement contre L'Etincelle, oisillon qu'on veut étouffer dans l'œuf » est présenté comme la volonté de « réduire au silence ces bambins qui ont cette supériorité sur certains hommes de penser sainement ? » Le procès se solde par « 10000 francs de dommages et intérêts, et 300 francs d'amande (sic) » interprété comme « l'achat par corruption de l'éditeur, un sieur Mocka, conseiller général ». Le journal lui en gardera une forte rancune - dénonçant ses agissements politiques - et une fragilité financière constitutive. Le n° 10 du 3 aout 1911, de deux pages seulement, s'étend sur les difficultés financières en détaillant les coûts générés : 80 francs pour l'impression (4 tirages de 400), un loyer de 20 francs, 180 f. de frais de timbre soit 7 distributions, 106,20 f de menues dépenses. Les recettes, minimes ne font alors état que de 40 contributions mensuelles à 1 f., ce qui amène la rédaction à résumer : « la bourse ou la vie ».

Seul *Le Nouvelliste* les soutiendra pour ce procès initial, et *L'Etincelle* n° 11 du 10 août, dans un article intitulé « journalisme et journalisme » - occasion de fustiger « messieurs les danseurs autour de l'assiette au beurre » - loue l'« admirable article » qui parle « d'attentat contre liberté de la presse » (*Le Nouvelliste* du 19 juillet). Mais le journal de Lara revient un an après sur le manque de reconnaissance pour ce soutien : « nous avons été les seuls dans la presse locale à nous élever il y a quelques mois, contre l'excessive condamnation infligée à L'Etincelle car nous plaçons la liberté de presse au-dessus des misérables questions personnelles. Depuis ce journal pour nous témoigner sans doute sa reconnaissance n'a cessé d'essayer de nous accabler. Nous sommes dans un pays où l'on

28. Par exemple une réclame pour M. Emile Pera, coiffeur rue Penthièvre avec quelquefois ce slogan « hygiène et célérité ». Comme tous les autres journaux et particulièrement dans un contexte où une partie de la population maitrise mal la lecture, le relais par des lieux semi publics, (coiffeurs, bars, lolos) contribue à une diffusion plus large, très difficile à estimer.

oublie les services rendus… mais cela ne peut nous empêcher de faire notre devoir, sans aucune pensée de compensation[29] ».

Un syndicat de la presse guadeloupéenne - dont l'utilité avait été exposée par le journal *Le Colonial* dans son édition du 14 juin 1911 - est constitué le mercredi 17 avril 1912 : A. Lara en est le président, A. Nainsouta[30] (de *La Dépêche)* le vice-président, L. Germain (*Le Colonial*) le secrétaire-trèsorier, M. Rosso « directeur de *L'Étincelle* », secrétaire adjoint. Mais cette participation ne semble rien changer aux difficultés. L'équipe de rédaction continue d'appeler constamment à l'aide. Rien n'est fait pour aider le journal dont les propositions et le ton dérangent. Une fois c'est une pénalité imposée qui déclenche un « Pourquoi » en forme de violente riposte : « pourquoi dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen est écrit cet article : la loi est la même pour tous soit qu'elle punisse soit qu'elle protège » quelle immense couyonnade (sic) surtout à la Guadeloupe ! 50 francs d'amende pour dépôt tardif »

Le journal, toujours en titrant « Aidez-nous », fait référence à ses « petits moyens » (n° 23, 2 novembre 1911) tout en se félicitant d'avoir « en quelque sorte déshabillé le journalisme local en montrant au public comment il a peu souci de vérité. » Cette position critique lui attire évidemment peu de sympathies parmi ses confrères et les notables, et le n° 24 du 19 octobre, tout en présentant « La faillite du suffrage universel », annonce « L'Etincelle va disparaître » commentant : « il est donc vrai qu'aucune œuvre d'utilité ne peut vivre à la Guadeloupe ». Mais la publication continue et le journal peut fièrement annoncer « Notre anniversaire » pour son n° 44, le 28 mars 1912.

Les difficultés sont explicitement mises en rapport avec le « programme de protestation contre abus et iniquités ». « Nous provoquons la peur et la peur c'est le commencement de la sagesse : voilà notre œuvre ». Le n° 60 du 18 juillet 1912 lance toutefois « un dernier appel », voire un « suprême appel aux abonnés et amis ». Mais la troisième année d'existence est signalée et anticipée dès le 30 janvier 1913 pour le n° 89. Le véritable anniversaire - le n° 94 du 27 mars et 3 avril 13, est toutefois « bien triste, sans doute demain obligés de suspendre ». Apparaît alors pour la première fois la mention Stéphane Rosso administrateur-fondateur. L'appel au secours se fait ensuite moins voyant « Entre nous » en page deux du numéro 107 du 16 octobre 1913) détaille : « Nous n'en pouvons plus : 58 abonnés, 45 souscripteurs qui ont permis à 1f par mois, certains doivent 12 francs » pourtant le n° 109 du 30 octobre 1913 offre 6 pages.

On peut penser qu'aux difficultés financières initiales et récurrentes, s'ajoute un positionnement marginal, assez extrême dans le paysage journalistique guadeloupéen, partagé entre rentabilités économiques, promotion d'un candidat, luttes ouvrières contre la misère et espoirs d'une politique différente. Le ton volontiers sarcastique et les prises de position du journal irritent ses confrères, nombre de notables et l'ensemble de la classe politique. Les attaques contre la République ou plutôt ses espoirs

---

29. *Le Nouvelliste*, 1er mars 1912

30. Alexandre Nainsouta, décède en 1912 à 34 ans. Présenté comme le fondateur de *La Dépêche*, d'abord enseignant puis fonctionnaire dans les contributions, et qui fit 10 mois prison pour « une vérité qu'il avait dite à un magistrat » *L'Etincelle* n° 64, 15 aout 1912

déçus, contre la représentation parlementaire, l'inefficacité et la cupidité des représentants antillais, contre le patriotisme belliciste et le service militaire - tant revendiqué sur place comme preuve d'une égalité véritable -, la dénonciation des conditions de sa mise en place lui attire nombre d'ennemis et pas de soutiens connus. *L'Étincelle* affiche un goût prononcé pour la provocation, la violence verbale sans inciter toutefois au passage à l'acte, physique. Le journal revendique son positionnement critique sous la bannière de la jeunesse. Parmi ses influences, auxquelles hormis quelques noms de référence, il n'est pas fait mention, le journal semble puiser à de multiples sources, sans sectarisme ou sans les clivages qui divisent alors l'extrême gauche libertaire en France. Marx peut ainsi côtoyer Proudhon. On retrouve des idées de celui-ci, notamment celles de *La Guerre et la paix. Recherches sur le principe de la constitution du droit des gens* (1861), mais plutôt un pacifisme intégral comme celui de Dufraisse[31], le premier à rompre avec le point de vue dominant d'une mission belliciste libératoire dévolue à la Révolution française[32]. L'antimilitarisme libertaire, mais aussi l'antipatriotisme et la suspicion quant au détournement de l'idée républicaine font écho aux mouvements anarchistes, sans que les liens de réseau formel puissent être établis. Si l'on devait se risquer à des rapprochements avec ce qui ne s'appelle pas encore l'Hexagone, *L'Étincelle* semble proche de journaux comme *Les Temps nouveaux,* le seul cité une fois, *La Guerre sociale* (illustrations en moins) d'avant 1912, du *Libertaire* ou *L'Anarchie*[33]. Toutefois, *L'Étincelle*, centré sur les problèmes guadeloupéens, ne semble pas assujetti à des thématiques importées, même si le journal fait écho à celles développées outre-Atlantique. Il semble plus s'agir d'un compagnonnage, d'un voisinage, sans toutefois que les circulations d'idées soient mieux explicitées. Quant aux orientations antimilitaristes, elles font elles aussi écho à des positions connues ailleurs, sans que les liens formels avec l'Association Internationale Antimilitariste[34], ou *Le Nouveau manuel du soldat*[35] puissent être établis.

Malgré son petit tirage et sa durée de vie limitée, le journal *L'Etincelle* présente un intéressant contrepied à la presse guadeloupéenne plus connue. Bien que fortement porté par son « fondateur-administrateur » il ne répond pas à une carrière politique ou son projet (peut-être Stéphane Rosso n'en a-t-il-pas le temps ?) mais plus largement à un engagement libertaire, dénonçant les disfonctionnements républicains et démocratiques, aspirant à une société profondément rénovée et plus

31. Dufraisse M., *Histoire du droit de guerre et de paix, de 1789 à 1815*, Paris, 1867 (que Michelet qualifie alors de « livre le plus beau du temps »).
32. Sur ce thème voir Luzzatto Sergio, *Op. cit*.
33. Sur le positionnement de ces journaux, voir Davranche Guillaume, *Op. cit.*, p. 32-40.
34. Fondée en 1904 à Amsterdam, AIA appelle à la grève générale et l'insurrection en cas de conflit.
35. Rédigée en 1902, cette brochure de la CGT, destinée aux jeunes syndicalistes est une compilation réalisée par Georges Yvetot dénonçant les horreurs de la guerre qui laisse l'alternative de la désertion ou de l'éducation antimilitaire à l'intérieur des casernes. Elle atteint avec sa seizième édition, en 1908, 185000 exemplaires. Certains sont-ils parvenus en Guadeloupe ? Les propos tenus par *L'Étincelle* sont de toutes façons très proches, conspuant l'armée comme « école du crime », « machine à obéir » « école de brutes » et condamnant « la religion imbécile de la patrie ».

encore à des rapports humains basés sur le progrès partagé et un fonctionnement mutualiste. *L'Étincelle* renouvelle ainsi nombre de thématiques dominantes et détonne par les propos tenus. Dans le concert des journaux antillais réclamant puis se félicitant de l'extension du service militaire, le refus des engagements patriotiques et militaristes conduisant inéluctablement à la guerre apporte un contre-point important qui permet, malgré une audience limitée et dont le rayonnement reste impossible à mesurer, de souligner que l'engagement militariste n'a sans doute pas été aussi unanime que longtemps pensé ou écrit. L'histoire, on le sait garde volontiers la trace des dominants. Le journal ouvre également des pistes de réflexion qui ne seront reprises que bien plus tardivement, sur la question de l'assimilation, de l'autonomie, de la place des femmes, de la contraception. Les prises de position de la rédaction, les attaques tous azimuts, le ton quelquefois délibérément provocateur entraînent, dès sa parution, de vives oppositions, qui vont aussi contribuer à précipiter sa disparition.